

## **Marché public de travaux à procédure adaptée**

### **COMMUNE DE COTIGNAC**

Place de la Mairie – 83570 COTIGNAC

### **CONSTRUCTION D' UN HANGAR**

AUX SERVICES TECHNIQUES

83570 COTIGNAC

### **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

**(C.C.A.P.)**

**C.C.A.P.****SOMMAIRE****Article 1 - Objet du marché - Dispositions générales - Intervenants**

- 1.1 - Décomposition en tranches et en lots - Forme du marché
- 1.2 - Maîtrise d'ouvrage
- 1.3 - Maîtrise d'œuvre - Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (O.P.C.)
- 1.4 - Contrôle technique
- 1.5 - Coordination Sécurité et protection de la santé
- 1.6 - Sous-traitance

**Article 2 - Documents contractuels**

- a) Pièces particulières :
- b) Pièces générales :

**Article 3 - Prix et mode d'évaluation des ouvrages**

- 3.1 - Répartition des paiements
- 3.2 - Tranches conditionnelles
- 3.3 - Répartition des dépenses communes de chantier
- 3.4 - Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes - Travaux en régie
- 3.5 - Variation dans les prix
- 3.6 - Paiement des cotraitants et des sous-traitants

**Article 4 - Délai d'exécution**

- 4.1 - Délai d'exécution des travaux
- 4.2 - Prolongation des délais d'exécution propres aux différents lots
- 4.3 - Pénalités - primes d'avance
- 4.4 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux
- 4.5 - Délai et retenues pour remise des documents fournis après exécution

**Article 5 - Clauses de financement et de sûreté**

- 5.1 - Retenue de garantie
- 5.2 - Avance

**Article 6 - Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits**

- 6.1 - Provenance des matériaux et produits
- 6.2 - Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt
- 6.3 - Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits
- 6.4 - Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux et produits fournis par le maître d'ouvrage

**Article 7 - Implantation des ouvrages**

- 7.1 - Piquetage général
- 7.2 - Piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens

**Article 8 - Préparation, coordination et exécution des travaux**

- 8.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux
- 8.2 - Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail
- 8.3 - Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail
- 8.4 - Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers
- 8.5 - Garde du chantier en cas de défaillance du titulaire

8.6 - Conditions sociales ou environnementales

8.7 - Confidentialité et sécurité

8.8 - Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

8.9 - Augmentation du montant des travaux

8.10 – Réunions de chantier

Article 9 - Contrôles et réception des travaux

9.1 - Essais et contrôles des ouvrages

9.2 - Réception

9.3 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

9.4 - Documents fournis après exécution

9.5 - Délais de garantie

9.6 - Garanties particulières

9.7 - Assurances

Article 10 - Résiliation du marché - Règlement des litiges

10.1 - Résiliation du marché

10.2 - Règlement des litiges

Article dernier - Dérogation aux documents généraux

## Article 1 - Objet du marché - Dispositions générales - Intervenants

---

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent chacun des marchés relatifs aux travaux ou aux ouvrages suivants :

- **CONSTRUCTION D'UN HANGAR sur la commune de COTIGNAC**

Les travaux se situent à l'adresse suivante :

- Services Techniques – 83570 COTIGNAC

Les travaux à réaliser relèvent de la 2ème catégorie au sens du code du travail (article R.4532-1) et de la Loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 relative à la coordination en matière de sécurité sur les chantiers.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Dans le présent C.C.A.P., l'opérateur économique ou le groupement d'opérateurs économiques qui a conclu le marché avec le maître d'ouvrage est désigné sous le vocable « le titulaire ».

### 1.1 - Décomposition en tranches et en lots - Forme du marché

#### 1.1.1 - Tranches et Lots

Une tranche ferme et une tranche optionnelle pour le Lot N°1

Les travaux sont répartis par lots définis comme suit :

LOT 1 – V.R.D.

LOT 2 – GROS OEUVRE

LOT 3 – CHARPENTE / COUVERTURE

#### 1.1.2 – Options

RESEAUX SECS ET HUMIDES comprenant Terrassement, fourniture et pose

#### 1.1.3 - Forme du marché

Marché ordinaire passé par un Pouvoir Adjudicateur.

### 1.2 - Maîtrise d'ouvrage

Au sens de l'article 2 du C.C.A.G., le pouvoir adjudicateur est le maître de l'ouvrage pour le compte duquel les travaux sont exécutés. Le représentant du pouvoir adjudicateur est le représentant du maître d'ouvrage dûment habilité par ce dernier à l'engager dans le cadre du marché et à le représenter dans l'exécution du marché.

Le maître de l'ouvrage est :

**Commune de COTIGNAC**

La personne signataire du marché est :

**M. LE MAIRE**

Dès la notification du marché, le maître d'ouvrage désigne une personne physique, habilitée à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le maître d'ouvrage en cours d'exécution du marché.

### 1.3 - Maîtrise d'œuvre - Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (O.PC)

La commune de COTIGNAC est chargée d'assurer la mission technique et économique, de la réalisation du projet, de diriger l'exécution des marchés de travaux, de proposer leur règlement au maître d'ouvrage et de l'assister lors des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement.

### 1.4 - Contrôle technique

Sans Objet.

### 1.5 - Coordination Sécurité et protection de la santé

Une coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs est organisée, aux fins de prévenir les risques résultant des interventions simultanées ou successives des entreprises et de prévoir, lorsqu'elles s'imposent l'utilisation de moyens communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives.

La mission de coordination, assurée pendant les phases de conception et de réalisation des travaux, est confiée au prestataire désigné ci-après :

Cabinet BECS, représenté par Monsieur Christian PILI.

### 1.6 - Sous-traitance

Un sous-traitant ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve, d'une part, que le représentant du maître d'ouvrage l'ait accepté explicitement et ait agréé les conditions de paiement du contrat de sous-traitance et, d'autre part, que ce sous-traitant ait adressé au coordonnateur de sécurité et protection de la santé des travailleurs un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, conformément à l'article L. 4532-9 du code du travail.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du C.C.A.G.

Un sous-traitant indirect ne peut être accepté qu'à la condition que l'entrepreneur principal qui lui sous-traite l'exécution d'une partie de ses prestations apporte la preuve qu'il est techniquement mis dans l'obligation de le faire intervenir en tant que spécialiste.

## Article 2 - Documents contractuels

---

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G Travaux, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

#### a) Pièces particulières :

- acte d'engagement (A.E.) propre à chaque lot,
- cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) commun à tous les lots dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi,
- calendrier prévisionnel d'exécution, visé à l'article 4.1.2 du présent cahier des clauses particulières,
- cahier des clauses techniques particulières (CCTP) cahier des clauses techniques particulières propre à chaque lot,
- décomposition du prix global et forfaitaire propre à chaque lot,
- mémoire technique justificatif fourni par le candidat lors de la remise de l'offre,
- plans ,
- plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGC) et ses modifications ultérieures,
- actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.

#### b) Pièces générales :

- ◆ cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de travaux, annexé à l'arrêté du 8 septembre 2009 (JO du 1er octobre 2009) ;

- ◆ cahier des clauses techniques générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de travaux, en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini au 3.5.2 du présent cahier.
- ◆ cahiers des clauses spéciales des documents techniques unifiés (CCS - DTU) et les Normes Françaises
- ◆ règlement de sécurité contre l'incendie dans les bâtiments recevant du public (dernière édition parue)
- ◆ règlements et arrêtés en vigueur pour l'accessibilité des bâtiments publics
- ◆ les décrets, arrêtés et règlements applicables aux travaux, objet du marché et concernant la sécurité du personnel et l'hygiène.

## Article 3 - Prix et mode d'évaluation des ouvrages

---

### 3.1 - Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé :

- soit au titulaire et à ses sous-traitants ;
- soit au mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

### 3.2 - Tranche optionnelle

Sans Objet

### 3.3 - Répartition des dépenses communes de chantier

#### 3.3.1 - Dépenses d'investissements

Sous le bénéfice des précisions figurant ci-après, les dépenses, dont la nature est indiquée ci-dessous sont réputées rémunérées par les prix du marché conclu avec les entrepreneurs titulaires, chacun en ce qui concerne son lot, à savoir:

A la charge du lot GROS ŒUVRE :

- Etablissement du panneau de chantier selon modèle fourni par le Maître d'œuvre ou le Maître d'ouvrage
- Branchement provisoire d'égout
- Exécution des voies d'accès provisoires et des branchements provisoires d'eau et d'électricité au droit des bâtiments
- Etablissement des clôtures de chantier
- Installation d'éclairage et de signalisation
- réfectoire, sanitaires et bureau de chantier
- Installation commune de sécurité et d'hygiène (et selon directives par le coordonnateur S.P.S)
- Un constat état des lieux avant travaux portant sur le restaurant scolaire et les abords du chantier

A la charge du lot VRD:

- Réseau provisoire d'eau y/c raccordements
- Réseau provisoire d'électricité y/c raccordements

A la charge de chaque entrepreneur :

- Frais d'exécution des trous, scellements et raccords qui seront nécessaires à l'exécution des prestations faisant l'objet du lot dont il est titulaire.

### 3.3.2 - Dépenses d'entretien

Les dépenses d'entretien des installations indiquées ci-dessus sont réputées rémunérées par les prix du lot correspondant. Les frais de nettoyage seront rémunérés par le compte prorata inter entreprises.

Pour le nettoyage du chantier :

- Chaque entrepreneur doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé,
- Chaque entrepreneur a la charge de l'évacuation de ses propres déblais jusqu'au centre de tri, sauf si des bennes sont mises en place au titre du compte prorata,
- Chaque entrepreneur a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'il a salies ou détériorées.

Nota: en application aux dernières directives ministérielles, le tri des déchets doit être mis en place par chaque entreprise.

L'entreprise titulaire du lot GROS-ŒUVRE doit:

- Jusqu'au jour de la réception des travaux, la mise en place de bennes à déchets pour les gravats et déchets de tous les corps d'état. Il en assurera au titre du compte prorata leur évacuation hebdomadaire, ainsi que les déchets stockés sur l'aire de stockage. Prévoir un nombre suffisant de bennes sur site, pour répondre aux nouvelles exigences du tri des déchets de chantier.
- Le nettoyage permanent du chantier, avec obligation du nettoyage de la salle de réunion et des sanitaires chaque semaine,
- Si les entreprises décident de ne pas utiliser de bennes de tri, Il devra prendre les mesures qui s'imposent pour que les différents corps d'état assurent le nettoyage et l'enlèvement de leurs propres déchets et maintenir le chantier en parfait état de propreté. A défaut, il devra y suppléer et l'inscrire dans le compte prorata des entreprises défaillantes.

### 3.3.3 - Dépenses diverses - Compte prorata inter-entreprises

Font l'objet d'une répartition forfaitaire, dans tous les cas où elles n'ont pas été individualisées et mises à la charge d'un entrepreneur ou d'un groupe d'entrepreneurs déterminés, les dépenses indiquées ci-après :

- Consommation d'eau, d'électricité et de téléphone,
- Evacuation des bennes et déchets de chantier
- Chauffage de chantier,
- Frais de remise en état de la voirie et des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés, lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable,
- Frais de réparation et de remplacement des fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés ou détournés, dans les cas suivants :
  - l'auteur des dégradations et des détournements ne peut être découvert,
  - les dégradations ou les détournements ne peuvent être imputés à l'entrepreneur titulaire d'un lot déterminé,
  - la responsabilité de l'auteur, insolvable, n'est pas couverte par un tiers.

Toutes les fournitures et matériels demeurent jusqu'à la réception, aux risques exclusifs de l'entrepreneur chargé de leur mise en œuvre.

L'entrepreneur titulaire du lot gros œuvre procède au règlement des dépenses visées au premier alinéa, mais il peut demander des avances aux autres entrepreneurs. Il effectue en fin de chantier la répartition des dites dépenses en sous répartissant le montant entre toutes les entreprises proportionnellement aux montants des décomptes finals de leur marché.

La répartition et la participation des entreprises au financement du compte prorata fera l'objet d'une entente préalable inter entreprises avant le démarrage des travaux.

Le paiement par les entrepreneurs du compte prorata conditionnera le règlement de leur situation définitive.

Dans cette répartition, l'action du maître d'œuvre se limite à jouer le rôle d'amiable compositeur dans le cas où les entrepreneurs lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différend qui se serait élevé entre eux.

### 3.4 - Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes - Travaux en régie

#### 3.4.1 - Modalités d'établissement des prix

Les prix du marché sont hors T.V.A. et tiennent compte des sujétions techniques précisées dans le CCTP, des dépenses affectés dans le CCTP et le présent CCAP, des dépenses communes de chantier telles qu'elles résultent de l'application des dispositions de la Convention pour l'établissement, la gestion et le règlement du compte prorata établi par l'Office du Bâtiment et des Travaux Publics,

#### 3.4.2 - Prestations fournies au titulaire

Sans objet.

#### 3.4.3 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés :

- ◇ par application d'un global et forfaitaire dont la décomposition est jointe à l'Acte d'Engagement

#### 3.4.4 - Modification des travaux

Les modifications ou prestations supplémentaires exceptionnelles qui pourraient être commandées par le Maître d'ouvrage en cours de chantier seront réglés par application:

- des prix unitaires indiqués à la décomposition du prix global et formant en ce seul cas, bordereau de prix unitaires, lorsque les travaux concordent avec ceux prévus dans ce document,

- à défaut, par assimilation aux prix unitaires ci-dessus énoncés et dans les mêmes conditions, à défaut, en cas d'impossibilité d'assimilation à ces prix unitaires, il sera fait application d'un prix convenu découlant d'une discussion sur le prix de revient, conformément aux dispositions de l'article 14 du C.C.A.G.

Ces prix seront toujours appréciés en valeur marché, sauf pour les ouvrages de fabrication spéciales qui seront arrêtés en valeur d'exécution.

#### 3.4.5 - Travaux en régie :

Sans objet.

#### 3.4.6 - Modalités de règlement des comptes

Les projets de décompte sont présentés dans les conditions prévues à l'article 13 du C.C.A.G., et selon modèle remis par le maître d'œuvre

Le règlement des travaux se fait par des acomptes mensuels et un solde.

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai global maximum de 30 jours conformément à l'article R.2192-10 du Code de la commande publique.

Les conditions de mise en œuvre du délai maximum de paiement sont celles énoncées dans les articles R.2192-12 à R.2192-15 du Code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires prévu à l'article R.2192-13 du Code de la commande publique est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

#### 3.4.7 - Prestations comportant un délai important de fabrication ou de stockage en usine

Sans objet.



### 3.4.8 - Approvisionnements

Les approvisionnements dans les ateliers du titulaire ou sur chantier ne peuvent pas figurer dans les décomptes de travaux.

## 3.5 - Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-dessous :

### 3.5.1 - Type de variation des prix

Les prix portés dans les actes d'engagement sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois Mo précédant la date de remise des offres (Septembre 2020)

Pour l'application des dispositions des paragraphes suivants la date d'effet de l'ordre de service de commencer les travaux est la date d'ouverture du chantier.

Les prix sont forfaitaires et révisibles suivant les modalités fixées aux articles ci-après.

Ils sont actualisables si le marché est notifié après QUATRE VINGT DIX (90) jours après la date limite de remise des offres fixées par le Règlement de la Consultation et selon les modalités fixées chapitres suivants.

### 3.5.2. - Révision de prix

#### - Choix des index de référence

Les indices de référence correspondront à l'indice BT du lot correspondant.

Les indices sont publiés au Bulletin Officiel du service des Prix et au Moniteur des Travaux Publics.

#### - Modalités de variation des prix

Les prix de base sont révisés, en hausse comme en baisse dans les conditions précisées à l'article 10-4 du CCAG par application de la formule suivante :

$$P(n) = P(0) (0.15 + 0.85 \times \frac{IR\ n}{IR\ 0})$$

dans laquelle :

- IR : Indice de Référence,
- P(n) est le prix révisé,
- P(0) est le prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du « mois zéro »,
- Au dénominateur figurent les valeurs des indices correspondant au « mois zéro »,
- Au numérateur figurent les valeurs de ces mêmes indices afférentes au mois n de réalisation des travaux.

Ce coefficient sera arrondi au millième supérieur.

La périodicité de la révision suit la périodicité des acomptes.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

### 3.5.3 - Modalités d'actualisation des prix fermes

Sans objet.

### 3.5.4 - Variations provisoires

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

### 3.5.5. - Application de la T.V.A.

Les montants des acomptes mensuels et de l'acompte pour solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements correspondants.

## 3.6 - Paiement des cotraitants et des sous-traitants

### 3.6.1 - Désignation de sous-traitants en cours de marché

L'acte spécial précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue à l'article R2193-3 du Code de la Commande Publique.

Il indique, en outre, pour les sous-traitants bénéficiant du paiement direct :

- ◇ les modalités de règlement des sommes à payer directement au sous-traitant ;
- ◇ la personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R.2191-59 du code de la commande publique
- ◇ le comptable assignataire des paiements ;
- ◇ le compte à créditer.

### 3.6.2 - Modalités de paiement direct

#### 3.6.2.1 - Cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

Les décomptes sont décomposés en autant de parties qu'il y a de membres à payer séparément, à concurrence du montant dû à chacun.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant conjoint, acceptation du montant d'acompte ou du solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente aux prestations exécutées par ce cotraitant.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement, sauf si le marché prévoit une répartition des paiements entre les membres du groupement et indique les modalités de cette répartition.

Lorsque chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations, les décomptes sont décomposés en autant de parties qu'il y a de membres à payer séparément, à concurrence du montant dû à chacun.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant solidaire, acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des membres du groupement solidaire, compte tenu des modalités de paiement prévues dans le marché.

Lorsqu'un sous-traitant est payé directement, le membre du groupement ou le mandataire :

- ◇ indique, dans le projet de décompte, la somme à prélever sur celles qui lui sont dues, ou qui sont dues au membre du groupement concerné par la partie de la prestation exécutée, et que le représentant du maître d'ouvrage doit régler à ce sous-traitant ;
- ◇ joint la copie des factures de ce sous-traitant acceptées ou rectifiées par ses soins.

#### 3.6.2.2 - Sous-traitants

Conformément aux articles R.2193-11 à R.2193-16 du Code de la commande publique, le sous-traitant adresse au titulaire, sa demande de paiement libellée au nom du maître d'ouvrage, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. La demande de paiement est accompagnée du double de la facture libellée au nom du titulaire ainsi que de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que ce dernier a reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé par le titulaire.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, au maître d'oeuvre.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au maître d'oeuvre, accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le maître d'oeuvre adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le maître d'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans un délai maximum de 30 jours.

Ce délai court à compter de la réception par le maître d'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le maître d'ouvrage de l'avis postal mentionné au troisième alinéa ci-dessus.

Le maître d'ouvrage informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

### 3.6.3 - Monnaie de compte du marché

La monnaie de compte du marché est la même pour toutes les parties prenantes (sous-traitants compris).

Les attestations de paiement direct sont dans la même unité que celle retenue pour le titulaire.

## Article 4 - Délai d'exécution

---

### 4.1 - Délai d'exécution des travaux

#### 4.1.1 - Calendrier prévisionnel d'exécution

Le délai d'exécution de l'ensemble des lots est fixé à quatre (4) mois maximum.

Les délais d'exécution propres à chacun des lots s'insèrent dans ce délai d'ensemble, conformément au calendrier détaillé d'exécution.

L'ordre de service adressé au titulaire du lot commençant le premier l'exécution des travaux lui incombant, est porté à la connaissance des titulaires chargés des autres lots.

#### 4.1.2 - Calendrier détaillé d'exécution

Le calendrier détaillé d'exécution est établi par le maître d'oeuvre après consultation des titulaires des différents lots.

Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages dont la construction fait l'objet des travaux. Il indique, en outre, pour chacun des lots :

- ◇ la durée et la date probable de départ du délai d'exécution qui lui est propre ;
- ◇ la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives du titulaire sur le chantier.

Après acceptation par les titulaires, le calendrier détaillé d'exécution est soumis par le maître d'oeuvre à l'approbation du maître d'ouvrage au plus tard dix jours avant l'expiration de la période de préparation visée au 8.1 du présent cahier.

Le délai d'exécution propre à chacun des lots commence à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant au titulaire concerné de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

Pour chacun des marchés, le délai de quatre mois prévu à l'article 46.2.1 du C.C.A.G. est majoré de l'intervalle de temps, résultant du calendrier détaillé d'exécution, qui sépare les dates probables de départ des délais d'exécution propres :

- ◇ au lot débutant en premier les prestations d'une part ;
- ◇ au lot considéré d'autre part.

Au cours du chantier et avec l'accord des différents titulaires concernés, le maître d'oeuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des lots fixé à l'article 3 de l'acte d'engagement.

Par dérogation à l'article 28.2.3 du C.C.A.G Travaux, le calendrier initial mentionné ci-dessus, éventuellement modifié, est notifié par le maître d'œuvre après approbation du maître d'ouvrage à tous les titulaires des différents lots.

#### 4.2 - Prolongation des délais d'exécution propres aux différents lots

En vue de l'application éventuelle du premier alinéa l'article 19 du C.C.A.G. le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à **DIX JOURS OUVRABLES (10)**.

En vue de l'application éventuelle du deuxième alinéa du 22 de l'article 19 du C.C.A.G., le délai global d'exécution des travaux sera prolongé d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un au moins, des phénomènes naturels ci-après, dépassera son intensité limite.

NATURE DU PHENOMENE	INTENSITE LIMITE
VENT	70 km/h pour le lot .....
PLUIE	25 mm p/jour avant la mise hors d'eau
NEIGE	5cm avant la mise hors d'eau - 50cm au-delà
GEL	-3° avant la mise hors d'eau -5° au-delà, sauf 0° pour les lots peinture, ouvrages en béton, sols scellés, sols collés

#### 4.3 - Pénalités - primes d'avance

##### 4.3.1 - Pénalités de retard dans l'exécution des travaux

Les dispositions suivantes sont appliquées, lot par lot, en cas de retard dans l'exécution des travaux, comparativement au calendrier détaillé d'exécution élaboré et éventuellement modifié comme il a été indiqué au 4.1.2 ci-dessus.

**a. Retard sur le délai d'exécution propre au lot considéré :**

▽ il est fait application de la pénalité journalière indiquée au paragraphe c. ci-après.

**b. Retard sur les délais particuliers correspondant aux interventions successives autres que la dernière de chaque titulaire. sur le chantier :**

▽ du simple fait de la constatation d'un retard par le maître d'oeuvre, le titulaire encourt une retenue journalière provisoire indiquée au paragraphe c. ci-après.

▽ Cette retenue est transformée en pénalité définitive, si l'une des deux conditions suivantes est remplie :

- \* ou le titulaire n'a pas achevé les travaux lui incombant dans le délai d'exécution propre à son lot ;
- \* ou le titulaire, bien qu'ayant terminé ses travaux dans ce délai, a perturbé la marche du chantier ou provoqué des retards dans le déroulement des marchés relatifs aux autres lots.

**c. Montant de la pénalité et de la retenue prévues aux paragraphes a. et b. :**

▽ Le montant de la pénalité et de la retenue prévues aux paragraphes a) et b) est fixée, par jour de retard, à 1/1000 du montant du marché sans être inférieure à 150 euros hors taxes.

#### 4.3.2 - Pénalités de retard pour non respect des obligations engendrées par la réglementation SPS

En cas de non-respect des obligations engendrées par la réglementation SPS, le titulaire subit, par jour de retard, une pénalité de 500 euros, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 48.1 du C.C.A.G.

#### 4.3.3 Pénalités pour absence aux réunions

Si le titulaire ou son représentant ne se rend pas dans les bureaux du maître de l'ouvrage ou du maître d'oeuvre ou sur le chantier toutes les fois qu'il en est requis, comme précisé à l'article 2.7 du C.C.A.G, il subit, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire fixée à 200 euros, pour toute absence constatée.

#### 4.3.4 Pénalités diverses

En cas de non respect des obligations prévues au marché, le titulaire reçoit un avertissement du maître d'oeuvre lui indiquant les points précis de l'infraction et le délai pour y remédier.

Tout dépassement de ce délai donne lieu à l'application immédiate d'une pénalité fixée à 80 euros, pour chaque constat de l'un des événements ci-après :

- ◇ par jour de retard dans l'installation du chantier ;
- ◇ pour chaque nuisance ou bruit excessif au delà de la limite prescrite ;
- ◇ pour chaque infraction aux prescriptions de chantier constatée ;
- ◇ par jour de retard dans la remise ou la diffusion de documents ;
- ◇ par jour de retard dans la fourniture des renseignements demandés, tels que :
  - ▽ délais d'approvisionnement ;
  - ▽ début d'intervention sur le chantier ;
  - ▽ délais d'exécution proposé ;
  - ▽ effectif échelonné dans le temps ;
  - ▽ etc...
- ◇ par jour de retard dans la présentation sur le chantier des prototypes ou échantillons de matériaux ;
- ◇ par jour de retard dans l'évacuation des gravois ou déblais.

#### 4.3.5 Primes d'avance

Le versement de primes d'avance n'est pas prévu au marché.

### 4.4 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Pas de stipulations particulières.

### 4.5 - Délai et retenues pour remise des documents fournis après exécution

Les conditions de remise des plans et autres documents à fournir après exécution par le titulaire sont définies dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et suivent les règles décrites à l'article 40 du C.C.A.G. notamment en ce qui concerne les délais.

En cas de retard dans la remise des documents, une retenue égale à 300 euros est opérée sur le dernier décompte mensuel, dans les conditions stipulées à l'article 20.5 du C.C.A.G.

En cas de retard dans la remise des documents à fournir après exécution, il est appliqué, en outre, une pénalité égale à 45 euros par jour de retard.

## Article 5 - Clauses de financement et de sûreté

---

### 5.1 - Retenue de garantie

Il est appliqué une retenue de garantie dont le montant est égal à 5.00 % du montant initial du marché, augmenté, le cas échéant, du montant des avenants. La retenue de garantie est prélevée par fractions sur chacun des versements autres qu'une avance.

La retenue de garantie peut être remplacée par une garantie à première demande dans les conditions prévues à l'article R2191-36 à R2191-42 du Code de la commande publique, selon le modèle de l'annexe 13 de l'arrêté du 22 mars 2019.

Il ne sera accepté aucune caution personnelle et solidaire.

Lorsque le titulaire est un groupement conjoint, chaque membre du groupement fournit une garantie correspondant aux prestations qui lui sont confiées. Si le mandataire du groupement conjoint est solidaire de chacun des membres du groupement, la garantie peut être fournie par le mandataire pour la totalité du marché.

Dans l'hypothèse où la garantie à première demande ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie. Toutefois, cette garantie à première demande est constituée pour le montant total du marché y compris les avenants. Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

La retenue de garantie est remboursée, ou les personnes ayant accordé leur garantie à première demande sont libérées dans les conditions prévues à l'article R.2191-42 du Code de la commande publique et à l'article 44.1 du C.C.A.G.

### 5.2 - Avance

Sauf refus du titulaire, une avance est versée à tout titulaire d'un marché dont le montant HT dépasse 50 000 €HT dans les conditions prévues à l'article R.2191-3 du Code de la commande publique.

Sous réserve des dispositions de l'article R.2191-6 du Code de la commande publique relatives à la sous-traitance, cette avance est égale à 5% du montant initial du marché (si la durée du marché est inférieure ou égale à douze mois) ou à 5% d'une somme égale à douze fois le montant initial du marché divisé par la durée du marché exprimée en mois (si le délai d'exécution est supérieur à 12 mois).

Le titulaire doit fournir la garantie à première demande prévue à l'article R.2191-36 du Code de la commande publique.

Si les deux parties en sont d'accord, cette garantie à première demande peut être remplacée par une caution personnelle et solidaire. Le maître d'ouvrage conserve la liberté d'accepter ou non les organismes apportant leur garantie.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans un délai maximum de 30 jours compté à partir de la date de début d'exécution des travaux du lot concerné. Toutefois, lorsque la constitution d'une garantie à première demande ou d'une caution personnelle et solidaire est exigée, pour tout ou partie du remboursement d'une avance, le délai global de paiement ne peut courir avant la réception de cette garantie ou de cette caution.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde, commence lorsque le montant des travaux exécutés au titre du marché atteint ou dépasse 65% du montant du marché.

Ce remboursement doit être terminé lorsque le montant des travaux exécutés atteint 80% du montant initial toutes taxes comprises du marché.

En cas de marché reconductible, les dispositions du présent article s'appliquent sur le montant des prestations de la période initiale et sur le montant de chaque reconduction.

Si le marché est passé avec des opérateurs économiques groupés, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux travaux exécutés respectivement par le mandataire et les cotraitants, lorsque le montant des travaux est au moins égal à 50 000 € HT. Les modalités de détermination du montant des

avances s'appliquent alors au montant en prix de base des travaux de chaque lot. Pour le versement et le remboursement de l'avance, chaque lot est considéré comme un marché distinct.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants lorsque le montant des prestations dont ils sont chargés est au moins égal à 50 000 € HT.

Le versement de cette avance, dont le montant doit être au moins égal à 5% du montant des prestations sous-traitées à exécuter au cours des douze premiers mois suivant la date de commencement de leur exécution, et son remboursement sont effectués à la diligence du prestataire ayant conclu le contrat de sous-traitance.

Le droit à l'avance du sous-traitant est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par la personne signataire du marché.

Le remboursement de cette avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le sous-traitant atteint ou dépasse 65% du montant de l'acte spécial. Le remboursement doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80%.

Le titulaire ayant conclu le contrat de sous-traitance prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

Si le titulaire qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

Le remboursement par le titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues par le maître d'ouvrage dès la notification de l'acte spécial.

## Article 6 - Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits

---

### 6.1 - Provenance des matériaux et produits

Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est déjà pas fixé par les pièces générales constitutives du marché, ou déroge aux dispositions desdites pièces.

Le titulaire est tenu de mettre à la disposition du maître d'œuvre les documents qui assurent la traçabilité des produits et matériaux mis en œuvre.

### 6.2 - Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

### 6.3 - Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

6.3.1 - Le C.C.T.P. définit les compléments et dérogations, à apporter aux dispositions du C.C.A.G. et du C.C.T.G. concernant les caractéristiques et qualités des ouvrages, des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérification, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le Maître d'œuvre et l'entrepreneur sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité seront assurées par l'entrepreneur ou le laboratoire désigné par celui-ci et remis au contrôleur technique pour avis.

6.3.2 - Le C.C.T.P. précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication dans les usines, magasins et carrières de l'entrepreneur ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

6.3.3 - Le Maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils seront rémunérés en dépenses contrôlées

- s'ils sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés par le Maître d'ouvrage.

Sauf si ces essais et vérifications conduisent au refus du matériau, produit ou composant, auquel cas, ils resteraient à la charge de l'entrepreneur.

#### 6.4 – Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux et produits fournis par le Maître de l'ouvrage:

Sans objet

### Article 7 - Implantation des ouvrages

---

#### 7.1 - Piquetage général

A la charge du lot n°1 VRD

Il sera réalisé par un Géomètre expert agréé par le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre.

Le piquetage général sera effectué contradictoirement avec le Maître d'ouvrage et avant le commencement des travaux.

L'entrepreneur est entièrement responsable de la conservation de ce piquetage. Toute nouvelle opération de rétablissement reste entièrement à sa charge.

L'entrepreneur devra faire son affaire des autorisations de passage et arrêtés de services publics concernant l'ouverture du chantier et l'organisation de la circulation. Il lui appartient de placer, s'il y a lieu, des panneaux de déviation.

L'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des lieux et de la difficulté des travaux à exécuter avant la remise des offres.

De ce fait, aucune réclamation de sa part ne peut être prise en considération en ce qui concerne, en particulier, les terrassements.

#### 7.2 - Piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, sera effectué, en même temps et dans les mêmes conditions que le piquetage général, en présence des concessionnaires convoqués par l'entrepreneur.

Lorsque le piquetage spécial concerne des canalisations de gaz, d'eau ou de câbles électriques, l'Entrepreneur doit dix jours au moins avant le début des travaux, prévenir l'exploitant des canalisations ou câbles.

### Article 8 - Préparation, coordination et exécution des travaux

---

#### 8.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation. Par dérogation à l'article 28.1 du C.C.A.G., sa durée est de 30 jours à compter du début du délai d'exécution.

Le titulaire doit dresser un programme d'exécution assorti du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, conformément à l'article 28.2 du C.C.A.G., et le soumettre au visa du maître d'oeuvre dans le délai de 30 jours à compter de la notification de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux .

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes :

- Par les soins du maître de l'ouvrage :
  - ◊ Pas d'opérations particulières
- Par les soins du maître d'oeuvre :



- ◇ élaboration, après consultation des titulaires, du calendrier détaillé d'exécution visé au 4.1.2 du présent cahier ;
- ◇ visa des plans d'exécution établis par les entrepreneurs ;
- ◇ autres opérations : Pas d'opérations particulières
- Par les soins des titulaires :
  - ◇ Etablissement et présentation au visa du maître d'oeuvre du programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prescrit par l'article 28.2 du C.C.A.G.
  - ◇ Etablissement et présentation des plans d'exécution, notes de calcul et études de détail nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions prévues à l'article 29 du C.C.A.G. et à l'article 8.2 ci-dessous ;
  - ◇ Etablissement d'un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) après inspection commune organisée par le coordonnateur SPS. Cette obligation est applicable à chaque titulaire participant aux travaux (cotraitants et sous-traitants). Les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé doivent être remis au coordonnateur SPS dans un délai de 30 jours maximum à compter du début de la période de préparation ;
- Par les soins du CSPS
  - ◇ Accueil des entreprises, visite collective du chantier et présentation du P.G.C.
  - ◇ Récolement, analyse, approbation et transmission des P.P.S.P.S.
  - ◇ Mise à jour du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGC).

## 8.2 - Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail

Voir CCTP spécifique aux lots.

Les plans d'exécution des ouvrages, spécifications techniques détaillées et études de détail éventuellement destinées à compléter les documents techniques visés au 2-1 ci-dessus seront établis par les bureaux d'études des entreprises. Ils seront soumis à l'approbation du Maître d'Ouvrage.

## 8.3 - Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes, rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier, ne peut excéder 10 % et le maximum de la réduction possible de leur salaire est fixée à 10 %.

## 8.4 - Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers

En application des dispositions de la Convention pour l'établissement, la gestion et le règlement du compte prorata, établi par l'Office Général du Bâtiment, le titulaire du lot n° 2 gros œuvre, qui est chargé d'assurer à ses frais, l'installation, l'organisation, la sécurité et l'hygiène du chantier conformément aux dispositions de l'article 31 du C.C.A.G. et sans que la liste puisse être considérée comme exhaustive au regard des contraintes spécifiques du chantier, sauf ouvrages provisoires ou installations confiées par la même convention aux titulaires d'autres lots (électriciens, plombiers, ...)

Le titulaire du lot gros œuvre n'est chargé que de fournir, de mettre en œuvre et d'entretenir le dispositif de sécurité commun jusqu'à la réception. Chacune des entreprises demeure responsable de la sécurité conformément au droit commun.

## 8.5 - Garde du chantier en cas de défaillance du titulaire

Si le marché relatif à un lot est résilié par application des articles 46 ou 48 du C.C.A.G., le maître d'ouvrage peut faire appel à un des autres titulaires d'un ou plusieurs autres lots de l'opération pour assurer la garde

des ouvrages, approvisionnements et installations réalisés par le titulaire défaillant, et ce jusqu'à la désignation d'un nouveau titulaire.

Les dépenses justifiées entraînées par cette garde ne sont pas à la charge du titulaire retenu pour cette mission.

## 8.6 - Conditions sociales ou environnementales

Sans objet.

## 8.7 - Confidentialité et sécurité

Le titulaire et le maître d'ouvrage se conforment aux obligations de confidentialité et de sécurité indiqués à l'article 5 du C.C.A.G.

## 8.8 - Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

Conformément aux dispositions prévues à l'article 6 du C.C.A.G., le titulaire respecte les lois et les règlements relatifs à la protection de la main-d'oeuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'oeuvre est employée.

## 8.9 - Augmentation du montant des travaux

Par dérogation à l'article 15.4 du C.C.A.G, lorsque le montant des ouvrages exécutés atteint le montant contractuel des travaux, tel que défini à l'article 15.1 du C.C.A.G., le titulaire doit les arrêter s'il n'a pas reçu un ordre de service lui notifiant la décision de les poursuivre prise par le représentant du maître d'ouvrage.

Cette décision n'est valable que si elle indique le montant limite jusqu'auquel les ouvrages pourront être poursuivis, le dépassement éventuel de ce montant limite devant donner lieu à la même procédure et entraîner les mêmes conséquences que celles qui sont définies ci-après pour le dépassement du montant contractuel des travaux.

Le titulaire est tenu d'aviser le maître d'oeuvre, un mois au moins à l'avance de la date probable à laquelle le montant des ouvrages atteindra le montant contractuel des travaux. L'ordre de poursuivre les ouvrages au-delà du montant contractuel des travaux, s'il est donné, doit être notifié dix jours au moins avant cette date.

A défaut d'ordre de poursuivre, les ouvrages qui sont exécutés au-delà du montant contractuel ne sont pas payés et les mesures conservatoires à prendre, décidées par le maître d'oeuvre, sont à la charge du maître d'ouvrage sauf si le titulaire n'a pas adressé l'avis prévu ci-dessus.

## 8.10 - Réunions de chantier

Une réunion hebdomadaire de chantier sera organisée à heure et jour fixés d'avance. Les entrepreneurs sont tenus d'y assister quand ils sont convoqués ou de proposer leur chef de chantier pour décisions à prendre, vérification de l'avancement et coordination pour intervention et mise en place de leurs ouvrages.

## Article 9 - Contrôles et réception des travaux

---

### 9.1 - Essais et contrôles des ouvrages

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du CCTG ou par le CCTP sont assurés par l'entrepreneur à la diligence et en présence du Maître d'œuvre.

### 9.2 - Réception

Par dérogation aux articles 41.1 à 41.3 du C.C.A.G. :

- La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux relevant de tous les lots considérés. Elle prend effet à la date de cet achèvement. La remise des DOE et plans de récolement fait partie intégrante de l'achèvement des travaux.
- L'entrepreneur, chargé d'aviser la personne responsable des marchés et le Maître d'œuvre, de la date à laquelle ces travaux sont ou seront considérés comme achevés, est l'entrepreneur titulaire du lot n°2 (gros œuvre)
- Le maître d'oeuvre procède à ces opérations dans un délai de 20 jours, à compter de la réception de la lettre du titulaire l'avisant de l'achèvement des derniers travaux.

Postérieurement à cette action, la procédure de réception se déroule simultanément pour tous les lots considérés, comme il est stipulé à l'article 41 du C.C.A.G.

### 9.3 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Sans objet.

### 9.4 - Documents fournis après exécution

Les plans et autres documents doivent être remis par le titulaire au maître d'oeuvre dans les délais et selon les modalités prévues à l'article 4.5 du présent cahier.

### 9.5 - Délais de garantie

Les conditions et la durée des garanties contractuelles sont définies à l'article 44.1 du C.C.A.G.

### 9.6 - Garanties particulières

L'entrepreneur a, à l'égard du maître d'ouvrage, la responsabilité pécuniaire des dommages causés (matériels ou financiers) aux tiers par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution et ce, avant et au delà de la réception des travaux ou de la prise de possession sans réserve de l'ouvrage public. L'appel en garantie de l'entreprise par le maître d'ouvrage sera ouvert dans un délai de quatre ans à compter du premier janvier de l'année qui suit celle de la date d'apparition du dommage subi par le tiers.

### 9.7 - Assurances

Le titulaire et, le cas échéant, les cotraitants, doivent justifier, au moyen d'attestations portant mention de l'étendue des garanties qu'ils sont titulaires :

- d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux
- d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 1792-4-1 du Code Civil.

Excepté si elles ont déjà été produites à l'appui des offres, les attestations d'assurance doivent être adressées par les intéressés au maître d'oeuvre dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et, au plus tard, avant tout commencement d'exécution. A défaut, le maître d'ouvrage se réserve le droit de bloquer le paiement des travaux jusqu'à ce que le titulaire délivre cette pièce et sans ouverture du droit à versement d'intérêts moratoires.

## Article 10 - Résiliation du marché - Règlement des litiges

---

### 10.1 - Résiliation du marché

Les clauses des articles 46 à 48 du C.C.A.G. sont applicables, avec les précisions suivantes.

#### **A - Résiliation pour motif d'intérêt général**

Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du titulaire, à titre d'indemnisation, le pourcentage prévu à l'article 46.4 du C.C.A.G. est fixé à 5 %.

#### **B - Résiliation du marché pour faute du titulaire**

Si le marché est résilié dans l'un des cas prévus aux articles 46.3 et 48.4 du C.C.A.G., la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire et acceptées par le maître d'ouvrage est rémunérée avec un abattement de 10 %.

Le maître d'ouvrage peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du titulaire.

Sauf dans les cas prévus aux g, i, k et l du 46.3.1 du C.C.A.G., une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au titulaire et être restée infructueuse.

#### **C - Résiliation du marché pour décès, incapacité civile ou incapacité physique du titulaire**

Dans le cas de résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile ou physique du titulaire (art. 46.1.1. et 46.1.3. du C.C.A.G.), les prestations sont réglées sans abattement.

#### **D - Résiliation en cas de groupement**

En cas de groupement, dès lors qu'un seul des cotraitants du groupement se trouve dans une des situations prévues aux articles 46.1.1 à 46.1.3. du C.C.A.G., les dispositions de ces articles sont applicables.

### 10.2 - Règlement des litiges

Il est fait application des dispositions de l'article 50 du C.C.A.G.

Le Tribunal Administratif de Toulon est seul compétent.

## Article dernier - Dérogation aux documents généraux

- ◆ L'article 2 du présent cahier déroge à l'article 4.1 du C.C.A.G.
- ◆ L'article 4.1.2 du présent cahier déroge à l'article 28.2.3 du C.C.A.G.
- ◆ L'article 4.3.1 du présent cahier déroge à l'article 20.1 du C.C.A.G.
- ◆ L'article 4.3.2 du présent cahier déroge à l'article 48.1 du C.C.A.G.
- ◆ L'article 8.1 du présent cahier déroge à l'article 28.1 du C.C.A.G.
- ◆ L'article 8.2 du présent cahier déroge à l'article 29.1.5 du C.C.A.G.
- ◆ L'article 8.9 du présent cahier déroge à l'article 15.4 du C.C.A.G.
- ◆ L'article 9.2 du présent cahier déroge aux articles 41.1 à 41.3 du C.C.A.G.

Lu et accepté  
(signature)

.....